



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

ARRÊTE

**prescrivant la déconsignation de la somme de 316 257 €
(trois cent seize mille deux cent cinquante sept euros)
correspondant au montant des garanties financières constituées
conformément au b du I de l'article R.516-2 du code de l'environnement
par la société ORGAPHARM pour le site implanté rue du moulin de la canne à PITHIVIERS**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU Le code de l'environnement, notamment ses articles L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;

VU les articles L.518-2 alinéa 2, L.518-17 et suivants du code monétaire et financier ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS préfète de la région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2000 autorisant les Laboratoires 3M SANTE à poursuivre et à étendre leurs activités de leur établissement implanté avenue du 11 novembre à Pithiviers ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 autorisant la société ORGAPHARM à poursuivre et étendre les activités de son établissement implanté rue du Moulin de la Canne à Pithiviers ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 autorisant la société ORGAPHARM à poursuivre l'exploitation d'une installation de chimie fine sur le territoire de la commune de Pithiviers rue Moulin de la Canne concernant notamment la rubrique 4001 (installations présentant un grand nombre de substance ou mélanges dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles 2.1 à 2.10 relatifs aux garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 2024 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le courrier préfectoral du 15 mai 2020 prenant acte du montant actualisé des garanties financières ;

VU le récépissé de consignation en date du 19 juillet 2023 remis par la caisse des dépôts et consignations attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation ;

CONSIDÉRANT que l'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la demande de la société ORGAPHARM du 29 juillet 2024 sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012, à la demande de la société ORGAPHARM, les sommes constituées sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R.516-1 et ses intérêts produits sont déconsignées par le pôle de gestion des consignations territorialement compétent ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loiret ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Déconsignation

Est prescrite la déconsignation de la somme de 316 257 € (trois cent seize mille deux cent cinquante sept euros) correspondant au montant des garanties financières constituées par la société ORGAPHARM pour le site implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS, augmentée des intérêts de consignation produits.

La caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société ORGAPHARM, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à la société ORGAPHARM ainsi qu'au directeur régional des finances publiques des pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le directeur régional des finances publiques des pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Orléans, le **22 AOUT 2024**

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général**

Stéphane COSTAGLIOLI

Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.